

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 43.367/2/V
DU 30 JUILLET 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, le 5 juillet 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant intégration de certaines carrières du personnel du Service public fédéral de Programmation Politique scientifique dans la carrière de niveau A des agents de l'État", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Préambule

Alinéa 3

L'arrêté royal du 17 décembre 2001 portant modification, en vue du basculement à l'euro, de diverses dispositions en matière de fonction publique relevant des Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles ne modifie pas l'arrêté royal du 20 mars 1997 fixant le statut du secrétaire général et de certains membres du personnel des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles. À la fin de l'alinéa 3, les mots ", modifié par l'arrêté royal du 17 décembre 2001" doivent donc être omis.

.../...

Alinéas 7, 9 et 10

Aucune disposition de l'arrêté en projet ne tend à modifier les arrêtés royaux visés par ces alinéas, ni à les abroger en tout ou en partie, de sorte qu'il convient également de les omettre.

Alinéa 11

L'avis du 21 février 2005 visé dans cet alinéa est celui du Conseil de direction des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, et non "du Comité de direction du SPP Politique scientifique".

Comme ce dernier a également donné le 25 mai 2005 son avis sur le projet, il y aurait donc lieu, non seulement de rectifier l'alinéa 11, mais aussi d'insérer à sa suite un alinéa supplémentaire dans le préambule afin d'y viser cet avis également.

DispositifChapitre II

Ce chapitre est intitulé "Dispositions abrogatoires, particulières et finales".

Le Conseil d'État suggère de le scinder en trois chapitres : un chapitre II intitulé "Dispositions abrogatoires" et groupant les dispositions constituant les articles 9 et 10 du projet, un chapitre III intitulé "Disposition transitoire" pour celle de l'article 11, puis un chapitre IV intitulé "Dispositions finales" et comportant celles des articles 12 et 13.

Article 9

Cette disposition abrogatoire se présentera comme suit :

"Art. 9. Sont abrogés :

- 1/ [...];
- 2/ [...];
- 3/ [...];
- 4/ [...];
- 5/ [...]."

Il est, en effet, inutile de préciser que les arrêtés royaux ainsi énumérés sont abrogés "le 1^{er} décembre 2004", puisque l'article 12 prévoit que l'arrêté en projet "produit ses effets le 1^{er} décembre 2004", ce qui est, par conséquent, notamment le cas des abrogations prévues par l'article 9, sans qu'il soit besoin de le répéter dans cette disposition.

Vu l'observation formulée au sujet de l'alinéa 3 du préambule, ainsi que de celle qui le sera ci-après concernant l'article 10, les mots ", modifié par l'arrêté royal du 17 décembre 2001, à l'exception des articles 2 et 14", figurant à la fin du 1/, doivent également être omis.

Enfin, le Conseil d'État attire l'attention de l'auteur du projet sur le fait que l'article 6 de l'arrêté royal - dont l'abrogation est prévue au 4/ - du 20 mars 1997 fixant le classement hiérarchique des grades particuliers des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, modifié par l'article 22 de l'arrêté royal du 20 juillet 1998 portant diverses dispositions réglementaires relatives à la création d'une carrière particulière au sein des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles - quant à lui visé au 5/ -, insère les grades particuliers aux Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles dans "le tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'État".

Or, comme le Conseil d'État l'a expliqué dans son avis 40.751/2/V¹, donné le 17 juillet 2006 sur le projet devenu l'arrêté royal du 23 mai 2007 relatif à la pricaf privée,

"«Les arrêtés modificatifs épuisent leurs effets dès leur entrée en vigueur. Pour modifier à nouveau une réglementation modifiée par un arrêté royal modificatif, c'est cette réglementation modifiée elle-même qui doit être modifiée et non l'arrêté royal modificatif. La méconnaissance de cette règle légistique est cause d'imprécision dans la réglementation et, partant, d'insécurité juridique» (renvoi à une note de bas de page indiquant diverses références).

Comme les dispositions modificatives «épuisent leurs effets dès leur entrée en vigueur», ces effets ne se prolongent dès lors pas dans le temps et les modifications qu'elles comportent sont définitivement intégrées, au moment de leur entrée en vigueur, dans les textes qu'elles modifient, de sorte que l'abrogation ultérieure de ces dispositions modificatives, qui n'ont plus d'effet en tant que telles, demeure sans incidence sur la teneur des textes qu'elles ont modifiés; en particulier, elles n'y suppriment pas ces modifications."

Il s'ensuit que la seule abrogation de l'article 6 de l'arrêté royal du 20 mars 1997, précité, n'opérera pas suppression des grades particuliers qu'il a insérés dans l'annexe de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 visée plus haut. Seul l'acte contraire, c'est-à-dire la modification expresse de cette annexe y supprimant la mention de ces grades, est de nature à y abroger les parties de texte qui y ont ainsi été insérées.

En conséquence, il y a lieu de compléter l'arrêté en projet à cet effet.

Article 10

L'article 9, 1/, et l'article 10 ont tous deux pour objet l'abrogation du même arrêté royal du 20 mars 1997 fixant le statut du secrétaire général et de certains membres du personnel des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, l'article 9, 1/, "le 1^{er} décembre 2004 [...], à l'exception des articles 2 et 14", et l'article 10 "le 15 mai 2005".

⁽¹⁾ Voir l'observation sur l'article 20, Moniteur belge du 12 juin 2007, pp. 31619-31620.

Suivant les explications que le Conseil d'État a pu recueillir à ce sujet, l'intention sous-jacente serait d'abroger les articles 2 et 14 de cet arrêté le 16 mai 2005 - et non le 15 -, alors que le reste dudit arrêté aurait été antérieurement abrogé le 1^{er} décembre 2004.

C'est, en effet, le 15 mai 2005 qu'en vertu de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 27 avril 2005 déterminant l'entrée en vigueur des chapitres I^{er} et II de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 portant diverses dispositions concernant la mise en place des services publics fédéraux et des services publics fédéraux de programmation en ce qui concerne le Service public fédéral de Programmation politique scientifique, les membres du personnel des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles ont été mis à la disposition de ce service public fédéral. Et le 16 mai 2005, l'article 3 de l'arrêté royal du 27 janvier 2006 portant suppression de certains organes relatifs au fonctionnement du Service public fédéral de programmation Politique scientifique et des établissements scientifiques fédéraux qui en relèvent a abrogé l'arrêté royal du 16 mai 2003 répartissant, à titre provisoire, les compétences et fonctions du Secrétaire général des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles entre le Président du SPP Politique scientifique et le Secrétaire général des Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles.

Dans ce contexte, le maintien en vigueur des articles 2 et 14, précités, jusqu'au 15 mai 2005 paraît, dès lors, justifié.

La rédaction suivante est, dès lors, proposée pour la disposition formant l'article 10 du projet :

"Art. 10. Par dérogation à l'article 9, 1/, les articles 2 et 14 de l'arrêté qui y est visé restent en vigueur jusqu'au 15 mai 2005."

Article 11

Cet article reproduit l'article 16 de l'arrêté royal du 20 juillet 1998 portant diverses dispositions réglementaires relatives à la création d'une carrière particulière au sein des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, modifié par l'article 2 de l'arrêté royal du 17 décembre 2001, en y substituant toutefois aux grades les classes correspondantes.

.../...

Le but est de maintenir l'octroi, à titre personnel, et donc transitoire, de l'"allocation forfaitaire de débours" prévue par cet article 16 aux agents qui bénéficiaient, le 30 novembre 2004 ², de l'application de cet article, et ce nonobstant son abrogation, le 1^{er} décembre 2004, par l'article 9, 5/, du projet.

L'alinéa 3 de l'article 11 du projet reproduit l'alinéa 4 de l'article 16, précité : "Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique à l'allocation, qui est liée à l'indice-pivot 138,01." ³. Si le "régime de mobilité" ainsi rendu applicable est celui prévu à l'article 34 ⁴ de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des services publics fédéraux, il serait préférable de remplacer le mot "ministères" par ces mots "services publics fédéraux", comme l'a fait, dans l'intitulé de ce dernier arrêté, l'article 167 de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'État.

-
- (2) C'est cette date, et non celle "du 1^{er} décembre 2004", qui doit figurer dans le dispositif, comme c'est du reste le cas dans l'article 3, alinéa 1^{er}, du projet.
- (3) À la fin de l'article 11, alinéa 3, du projet, le point-virgule doit cependant être remplacé par un point; il en va de même pour l'article 12.
- (4) "Le traitement du mois est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation de l'État de certaines dépenses du secteur public modifiée par l'arrêté royal n/ 178 du 30 décembre 1982. Le traitement est rattaché à l'indice-pivot 138,01."

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. VANHAEVERBEEK,	

Madame	B. VIGNERON,	greffier.
--------	--------------	-----------

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.367/2/V
VAN 30 JULI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 5 juli 2007 door de Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende integratie van sommige loopbanen van het personeel van de Programmatorische Federale Overheidsdienst Wetenschapsbeleid in de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Derde lid

Het koninklijk besluit van 17 december 2001 tot wijziging, met het oog op de overschakeling naar de euro, van diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken die ressorteren onder de bevoegdheid van de Federale Diensten voor Wetenschappelijke, Technische en Culturele aangelegenheden, wijzigt niet het koninklijk besluit van 20 maart 1997 houdende het statuut van de secretaris-generaal en van sommige personeelsleden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden. Aan het slot van het derde lid dienen de woorden ", gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 december 2001" dus te vervallen.

.../...

Zevende, negende en tiende lid

Geen enkele bepaling van het ontworpen besluit strekt ertoe de koninklijke besluiten te wijzigen waarnaar deze leden verwijzen, noch ze geheel of gedeeltelijk op te heffen, zodat ze eveneens moeten vervallen.

Elfde lid

Het advies van 21 februari 2005 waarnaar in dit lid wordt verwezen, is het advies van de Directieraad van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden en niet dat "van het Directiecomité van de POD Wetenschapsbeleid".

Aangezien laatstgenoemde op 25 mei 2005 eveneens zijn advies over het ontwerp heeft verstrekt, zou dus niet alleen het elfde lid moeten worden rechtgezet, maar zou dus na dit lid in de aanhef een extra lid moeten worden ingevoegd om ook naar dat advies te verwijzen.

DispositiefHoofdstuk II

Het opschrift van dit hoofdstuk luidt : "Opheffings-, bijzondere en slotbepalingen".

De Raad van State stelt voor het in drie hoofdstukken te splitsen : een hoofdstuk II met als opschrift "Opheffingsbepalingen", dat de bepalingen bevat die de artikelen 9 en 10 van het ontwerp vormen, een hoofdstuk III met het opschrift "Overgangsbepaling" voor de bepaling van artikel 11, en vervolgens een hoofdstuk IV dat het opschrift "Slotbepalingen" draagt en de bepalingen van de artikelen 12 en 13 omvat.

Artikel 9

Deze opheffingsbepaling moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 9. Opgeheven worden :

- 1/ [...];
- 2/ [...];
- 3/ [...];
- 4/ [...];
- 5/ [...]."

Het heeft immers geen zin te vermelden dat de aldus opgesomde koninklijke besluiten worden opgeheven "op 1 december 2004", aangezien artikel 12 bepaalt dat het ontworpen besluit "uitwerking heeft met ingang van 1 december 2004", wat bijgevolg inzonderheid het geval is met de opheffingen bepaald bij artikel 9, zonder dat dit in deze bepaling hoeft te worden herhaald.

Gelet op de opmerking over het derde lid van de aanhef, alsmede op die welke hierna wordt gemaakt betreffende artikel 10, moeten de woorden ", gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 december 2001, met uitzondering van de artikelen 2 en 14", aan het slot van onderdeel 1/, eveneens vervallen.

Ten slotte vestigt de Raad van State de aandacht van de steller van het ontwerp erop dat artikel 6 van het koninklijk besluit - waarvan de opheffing in uitzicht wordt gesteld in onderdeel 4/ - van 20 maart 1997 houdende de hiërarchische indeling van de bijzondere graden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, gewijzigd bij artikel 22 van het koninklijk besluit van 20 juli 1998 houdende diverse verordeningsbepalingen met betrekking tot de inrichting van een bijzondere loopbaan bij de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden - naar welk koninklijk besluit onderdeel 5/ verwijst - de bijzondere graden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden opneemt in "de tabel die als bijlage is opgenomen bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn".

.../...

De Raad van State heeft er evenwel in zijn advies 40.751/2/V ¹, gegeven op 17 juli 2006 over het ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 23 mei 2007 met betrekking tot de private privak, op gewezen dat :

"Wijzigende besluiten ..., zodra ze in werking zijn getreden, uitgewerkt (zijn). Om een door een wijzigend koninklijk besluit gewijzigde regeling opnieuw te wijzigen, dient die laatste regeling zelf te worden gewijzigd, en niet het wijzigende koninklijk besluit. Het miskennen van dit wetgevingstechnische voorschrift leidt tot een onduidelijkheid in de regelgeving en derhalve tot rechtsonzekerheid (verwijzing naar een voetnoot met verschillende referenties).

Aangezien wijzigingsbepalingen «uitgewerkt zijn zodra ze in werking zijn getreden», wordt de werking ervan niet voortgezet in de tijd en worden de wijzigingen die zij bevatten, op het ogenblik van de inwerkingtreding ervan, definitief opgenomen in de teksten die ze wijzigen, zodat het achteraf opheffen van die wijzigingsbepalingen, die als zodanig geen gevolg meer hebben, geen enkele invloed heeft op de inhoud van de teksten die daarbij gewijzigd zijn; in het bijzonder worden die wijzigingen daardoor niet opgeheven."

Hieruit volgt dat de loutere opheffing van artikel 6 van het voormelde koninklijk besluit van 20 maart 1997 niet de afschaffing zal teweegbrengen van de bijzondere graden die het heeft opgenomen in de bijlage bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 waarvan hierboven sprake is. Alleen door andersom te werk te gaan, dit wil zeggen het uitdrukkelijk wijzigen van deze bijlage door hierin de vermelding van deze graden te schrappen, kunnen de delen van de tekst die er aldus in opgenomen zijn worden opgeheven.

Bijgevolg moet het ontworpen besluit te dien einde worden aangevuld.

Artikel 10

De artikelen 9, 1/, en 10 hebben beide tot doel hetzelfde koninklijk besluit van 20 maart 1997 houdende het statuut van de secretaris-generaal en van sommige personeelsleden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden op te heffen, waarbij artikel 9, 1/, zulks doet "op 1 december 2004 [...], met uitzondering van de artikelen 2 en 14" en artikel 10 "op 15 mei 2005".

⁽¹⁾ Zie de opmerking over artikel 20 in het Belgisch Staatsblad van 12 juni 2007, blz. 31.619-31.620.

Volgens de uitleg die de Raad van State in dit verband heeft kunnen inwinnen, zou de onderliggende bedoeling erin bestaan de artikelen 2 en 14 van dit besluit op 16 mei 2005 - en niet op 15 mei - op te heffen, terwijl de rest van het genoemde besluit vroeger op 1 december 2004 zou zijn opgeheven.

Het is immers op 15 mei 2005 dat krachtens artikel 3 van het ministerieel besluit van 27 april 2005 tot bepaling van de inwerkingtreding van de hoofdstukken I en II van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 houdende diverse bepalingen betreffende de inwerkingstelling van de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten, voor wat betreft de Programmatorische Overheidsdienst Wetenschapsbeleid, de personeelsleden van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden ter beschikking zijn gesteld van deze federale overheidsdienst. Op 16 mei 2005 is overeenkomstig artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 januari 2006 houdende afschaffing van sommige organen met betrekking tot de werking van de Programmatorische Federale Overheidsdienst Wetenschapsbeleid en van de federale wetenschappelijke instellingen die eronder ressorteren het koninklijk besluit van 16 mei 2003 opgeheven houdende de voorlopige verdeling van de bevoegdheden en de functies van de Secretaris-generaal van de Federale Diensten voor Wetenschappelijke, Technische en Culturele Aangelegenheden tussen de Voorzitter van de POD Wetenschapsbeleid en de Secretaris-generaal van de Federale Diensten voor Wetenschappelijke, Technische en Culturele Aangelegenheden.

Met dat alles lijkt het dus verantwoord dat de voornoemde artikelen 2 en 14 tot 15 mei 2005 van kracht blijven.

Bijgevolg wordt de volgende redactie voorgesteld voor de bepaling die artikel 10 van het ontwerp vormt :

"Art. 10. In afwijking van artikel 9, 1/, blijven de artikelen 2 en 14 van het besluit waarnaar erin wordt verwezen van kracht tot 15 mei 2005."

Artikel 11

Dit artikel neemt artikel 16 over van het koninklijk besluit van 20 juli 1998 houdende diverse verordeningsbepalingen met betrekking tot de inrichting van een bijzondere loopbaan bij de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, gewijzigd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 17 december 2001, terwijl daarin evenwel de graden door de overeenstemmende klassen worden vervangen.

Het doel ervan is de handhaving van de toekenning, op persoonlijke titel, dus bij wijze van overgangsmaatregel, van de "forfaitaire onkostentoelage" waarin dit artikel 16 voorziet voor ambtenaren op wie dit artikel op 30 november 2004 ² van toepassing was, niettegenstaande de opheffing ervan op 1 december 2004 door artikel 9, 5/, van het ontwerp.

Het derde lid van artikel 11 van het ontwerp neemt het vierde lid van het voornoemde artikel 16 over : "De mobiliteitsregeling die geldt voor de wedden van het personeel der ministeries, geldt voor de toelage die gekoppeld is aan het spilindexcijfer 138,01" ³. Indien de aldus van toepassing verklaarde "mobiliteitsregeling" de regeling is die getroffen is in artikel 34 ⁴ van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de federale overheidsdiensten, is het verkieslijk het woord "ministeries" te vervangen door de woorden "federale overheidsdiensten", zoals in het opschrift van het laatstgenoemde besluit is geschied overeenkomstig artikel 167 van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen.

-
- (2) Het is deze datum en niet die van "1 december 2004" die in het dispositief moet worden vermeld, zoals dit overigens het geval is in artikel 3, eerste lid, van het ontwerp.
- (3) Aan het slot van artikel 11, derde lid, van het ontwerp, moet de kommapunt echter worden vervangen door een punt; hetzelfde geldt voor artikel 12.
- (4) "De maandwedde ondergaat de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de regelen voorgeschreven door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982. Deze wedde wordt aan het spilindexcijfer 138,01 gekoppeld."

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. VANHAEVERBEEK,	
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. GELHEN, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS